

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/TMB/R/91

17 octobre 2002

(02-5635)

Organe de supervision des textiles

RAPPORT DE LA QUATRE-VINGT-DOUZIÈME RÉUNION

1. L'Organe de supervision des textiles a tenu sa quatre-vingt-douzième réunion les 16 et 17 septembre 2002.
2. M. Otto Wentzel (Norvège) a nommé M. Frédéric Seppey (Canada) pour remplacer M. A.R. Moroz (Canada) en qualité de suppléant.
3. Étaient présents à cette réunion les Membres et/ou suppléants suivants: MM. Alvarado/Gough; Ekawat; Farahat; Karapinar; Lee; Nayyar/Mme Zhang; MM. Sorensen; Tagliani; Wentzel/Seppey; Yoshikawa.
4. L'OSpT a adopté le rapport de sa quatre-vingt-onzième réunion (G/TMB/R/90).

Notifications au titre de l'article 2:1 de l'Accord sur les textiles et les vêtements (ATV)

5. L'OSpT a pris note d'une notification présentée par les États-Unis au titre de l'article 2:1 à la suite de l'accession du Taipei chinois à l'OMC (G/TMB/N/63/Add.13 et Add.13/Suppl.1). Ayant demandé des précisions et des renseignements aux États-Unis¹ et n'oubliant pas le fait que le Taipei chinois avait informé l'OSpT qu'il n'avait ni remarques ni observations à faire au sens de l'article 2:2, l'OSpT a remarqué que la notification, y compris son supplément, contenait les restrictions quantitatives imposées aux importations de textiles et de vêtements originaires du Taipei chinois dans le cadre des accords entre le Taipei chinois et les États-Unis qui étaient en vigueur le jour précédant la date d'accession du Taipei chinois à l'OMC. Outre les niveaux de limitation, la notification contenait les coefficients de croissance et dispositions concernant la flexibilité qui y sont liés, qui étaient en vigueur le 31 décembre 2001. De même, en réponse à sa demande, l'OSpT avait reçu des renseignements sur les restrictions quantitatives qui avaient été éliminées le 1^{er} janvier 2002 du fait que les États-Unis avaient intégré certains produits au cours des étapes 1, 2 et 3 du programme d'intégration. Concernant la mise en œuvre des dispositions relatives aux coefficients de croissance majorés figurant à l'article 2:13 et 2:14, l'OSpT, ayant demandé des précisions aux États-Unis, a noté que les États-Unis avaient indiqué que "[l]e rapport du Groupe de travail de l'accession du Taipei chinois prévoit que, le cas échéant, à partir de la date d'accession du Taipei chinois à l'OMC, les niveaux de base seraient majorés des coefficients de croissance prévus à l'article 2:13 et 2:14 de l'ATV.² Le Taipei chinois étant devenu Membre de l'OMC le 1^{er} janvier 2002, les coefficients de croissance ont été majorés de 27 pour cent".³ Bien que l'OSpT ait demandé aux États-Unis d'expliquer pourquoi ils avaient décidé de mettre en œuvre de cette manière la disposition relative aux

¹ Voir le paragraphe 5 du document G/TMB/R/86, et le paragraphe 6 du document G/TMB/R/88.

² Comme l'OSpT en avait déjà fait la remarque, les États-Unis, dans cette déclaration, n'avaient, par erreur, pas cité la disposition pertinente du rapport du Groupe de travail. (Voir le document G/TMB/R/90, paragraphe 37.)

³ Voir le document G/TMB/N/63/Add.13/Suppl.1.

coefficients de croissance majorés, aucune réponse supplémentaire n'avait été fournie. L'OSpT a observé, toutefois, que cette mise en œuvre n'était pas contestée par le Taipei chinois et qu'elle était conforme à la conclusion à laquelle était arrivé l'OSpT concernant les prescriptions minimales applicables à la mise en œuvre des dispositions relatives aux coefficients de croissance majorés contenues dans l'ATV, au regard du Taipei chinois.⁴

6. L'OSpT a repris l'examen d'une notification présentée par les Communautés européennes au titre de l'article 2:1 à la suite de l'accession de la Chine à l'OMC, également sur la base des renseignements additionnels transmis par les Communautés européennes en réponse aux précisions demandées par l'OSpT⁵ (G/TMB/N/60/Add.5/Suppl.3). L'OSpT a entrepris l'examen des renseignements additionnels transmis par les Communautés européennes, sans oublier le fait que les réponses apportées par les Communautés européennes aux questions posées précédemment par l'OSpT⁶, notamment celles concernant les contingents pour les Foires européennes, avaient été portées à l'attention de la Chine et que la Chine n'avait encore fait part d'aucune réaction à leur égard.

7. L'OSpT a repris l'examen d'une notification présentée par les États-Unis au titre de l'article 2:1 à la suite de l'accession de la Chine à l'OMC, également sur la base des renseignements additionnels transmis par les États-Unis (G/TMB/N/63/Add.12/Suppl.3) en réponse aux observations contenues dans une notification présentée à l'OSpT par la Chine au titre de l'article 2:2 (G/TMB/N/445/Add.2)⁷. L'OSpT a examiné les éléments suivants: l'interaction entre les plafonds spécifiques et les plafonds de groupe, l'ajustement à la baisse des niveaux des contingents suite à l'intégration partielle de certains produits, le plafond maintenu par les États-Unis pour l'utilisation combinée des possibilités de report et d'utilisation anticipée et la manière dont les États-Unis avaient mis en œuvre les dispositions de l'ATV relatives aux coefficients de croissance majorés à l'égard de la Chine.

8. Concernant l'interaction entre les plafonds spécifiques et les plafonds de groupe, l'OSpT a noté que la Chine avait "relevé que le niveau de base du groupe I est inférieur au niveau de base total de l'ensemble des 78 plafonds spécifiques visés. Plus particulièrement, compte tenu du fait que le taux de croissance annuel moyen de ces plafonds spécifiques est de 1,66 pour cent, tandis que le plafond de groupe a un taux de croissance annuel moyen de 1 pour cent seulement, le plafond de groupe finira, avec le temps, par faire obstacle à la pleine utilisation des plafonds spécifiques visés".⁸ Dans une communication ultérieure, la Chine avait ajouté qu'"[é]tant donné que la Chine est devenue Membre de l'OMC le 11 décembre 2001, la question devra être examinée dans le cadre de l'OMC, en particulier de l'ATV".⁹ L'OSpT a également noté que les États-Unis avaient relevé qu'en vertu de l'article 2:1, "les États-Unis sont tenus de notifier "les restrictions quantitatives prévues dans des accords bilatéraux [...] en vigueur le jour précédant l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC [...] y compris les niveaux de limitation". D'après le rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine, le membre de phrase "le jour précédant la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC figurant à l'article 2:1 de l'ATV devrait être considéré comme renvoyant au jour précédant la date d'accession de la Chine". Ainsi, la notification concernant les plafonds spécifiques et le plafond de groupe pour le

⁴ Voir le document G/TMB/R/90, paragraphe 43.

⁵ Voir le document G/TMB/R/90, paragraphe 51.

⁶ Voir également le document G/TMB/R/90, paragraphe 51.

⁷ Voir le document G/TMB/R/89, paragraphe 5.

⁸ Voir le document G/TMB/N/445.

⁹ Voir le document G/TMB/N/445/Add.1.

groupe I [...] tient compte des niveaux de base applicables au 10 décembre 2001. Ces niveaux de base, et les coefficients de croissance et dispositions concernant la flexibilité qui y sont liés, sont l'expression d'un équilibre négocié de concessions mutuelles acceptables pour la République populaire de Chine et les États-Unis et ils seront désormais régis par les dispositions de l'ATV".¹⁰

9. Gardant à l'esprit ces communications, l'OSpT a rappelé que l'article 2:1 prescrit aux Membres de notifier en détail "toutes les restrictions quantitatives prévues dans des accords bilatéraux qui sont maintenues au titre de l'article 4 ou notifiées au titre des articles 7 ou 8 de l'AMF, qui seront en vigueur le jour précédant l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC", et que le paragraphe 241 du Groupe de travail de l'accession de la Chine a indiqué, entre autres choses, ce qui suit: "Des membres du Groupe de travail ont formulé une proposition que le représentant de la Chine a acceptée tendant à ce que les restrictions quantitatives maintenues par des Membres de l'OMC à l'importation de textiles et de vêtements originaires de la Chine qui étaient en vigueur le jour précédant la date d'accession de la Chine soient notifiées à l'Organe de supervision des textiles ("OSpT") comme étant les niveaux de base aux fins de l'application des articles 2 et 3 de l'Accord de l'OMC sur les textiles et les vêtements ("ATV"). Ces Membres ont estimé que le membre de phrase "le jour précédant la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC", figurant à l'article 2:1 de l'ATV, devrait être considéré comme renvoyant au jour précédant la date d'accession de la Chine." (non souligné dans le texte original) L'OSpT a observé que la notification présentée par les États-Unis au titre de l'article 2:1 de l'ATV et du paragraphe 241 du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine à l'OMC contenait les restrictions imposées aux importations originaires de la Chine qui étaient en vigueur le 10 décembre 2001, ainsi que les niveaux de limitation, les coefficients de croissance et les dispositions concernant la flexibilité qui leur étaient liés. L'OSpT a noté que ces restrictions comportaient des plafonds de groupe et des plafonds spécifiques. Il a observé que la Chine ne contestait pas le fait que les restrictions notifiées et également les niveaux de limitation et les coefficients de croissance indiqués étaient en vigueur le jour précédant la date d'accession de la Chine. L'OSpT a en outre observé que l'article 2:4 de l'ATV dispose que "[l]es restrictions notifiées au titre du paragraphe 1 [de l'article 2] seront réputées constituer la totalité des restrictions de ce genre appliquées par les Membres respectifs le jour précédant l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC. Aucune nouvelle restriction, qu'elle vise des produits ou des Membres, ne sera introduite, sauf en application des dispositions du présent accord ou des dispositions pertinentes du GATT de 1994".

10. Tout en notant les préoccupations exprimées par la Chine quant aux effets négatifs possibles sur le commerce, l'OSpT n'a pu identifier aucune disposition de l'ATV qui interdise que les plafonds de groupe et les plafonds spécifiques qui étaient en vigueur le jour précédant l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC restent en vigueur ainsi que la mise en œuvre de la disposition de l'ATV relative aux coefficients de croissance majorés, pendant toute la période allant jusqu'à l'intégration des produits concernés dans le GATT de 1994. L'OSpT, notant que la Chine avait présenté ses observations au titre de l'article 2:2, n'a pas estimé approprié, au vu des considérations indiquées ci-dessus, de faire des recommandations aux Membres concernés.

11. Concernant l'ajustement à la baisse des niveaux de contingent des produits partiellement intégrés, l'OSpT a noté que la Chine avait indiqué que "les niveaux de base de quelques plafonds spécifiques et de certains plafonds de groupe ont été réduits de manière substantielle en raison de l'intégration partielle des produits. Le niveau de base du groupe III, par exemple, a été réduit de 81,74 pour cent. De telles mesures ont des conséquences négatives pour les exportations, en provenance de la Chine, de produits non intégrés couverts par ce groupe".¹¹ L'OSpT a également noté que les États-Unis avaient indiqué que "[c]onformément à l'article 4:3, les contingents visés par une

¹⁰ Voir le document G/TMB/N/63/Add.12/Suppl.2.

¹¹ Voir le document G/TMB/N/445.

intégration partielle ont été réduits pour tenir compte du nombre plus limité de produits. Comme pour les autres Membres de l'OMC, les États-Unis avaient appliqué une méthode type pour ajuster les plafonds spécifiques et les plafonds de groupe afin de tenir compte de l'intégration partielle. Les États-Unis ont pour pratique d'ajuster les plafonds de groupe et les plafonds spécifiques visés par une intégration partielle en les réduisant du volume moyen des échanges du produit intégré au cours des deux années civiles précédentes, en l'occurrence 1999 et 2000".¹² L'OSpT a noté, à cet égard, que le niveau des restrictions quantitatives notifié était resté inchangé jusqu'au 31 décembre 2001, et que les ajustements à la baisse des niveaux de contingent avaient apparemment eu lieu le 1^{er} janvier 2002 avec la mise en œuvre des dispositions de l'article 2:8 b) par les États-Unis. De ce fait, l'observation de la Chine n'était pas directement en rapport avec les niveaux de limitation repris du régime existant antérieurement à l'ATV, comme l'avaient notifié les États-Unis au titre de l'article 2:1, mais était une question à traiter au titre des dispositions de l'article 4. L'OSpT a noté à cet égard que l'article 4:3 dispose que "[s]i un produit qui ne constitue que l'un des éléments visés par une restriction fait l'objet d'une notification concernant son intégration conformément aux dispositions de l'article 2, les Membres conviennent que toute modification apportée au niveau de cette restriction ne rompra pas l'équilibre, entre les Membres concernés, des droits et obligations relevant du présent accord". De ce fait, l'OSpT admettait l'ajustement à la baisse des niveaux de contingents suite à l'intégration partielle des produits, pour autant que de tels ajustements ne rompent pas l'équilibre, entre les Membres concernés, des droits et obligations relevant de l'ATV. En pareils cas, l'article 4:4 dispose que "[...] les Membres conviennent que le Membre qui procédera à ces modifications informera le ou les Membres affectés et, chaque fois que possible, engagera avec eux des consultations avant la mise en œuvre desdites modifications, en vue d'arriver à une solution mutuellement acceptable au sujet d'un ajustement approprié et équitable. Les Membres conviennent en outre que, dans le cas où il ne sera pas possible de tenir des consultations avant la mise en œuvre, le Membre qui procédera à ces modifications engagera, à la demande du Membre affecté, des consultations avec les Membres concernés, dans un délai de 60 jours si possible, en vue d'arriver à une solution mutuellement satisfaisante au sujet d'ajustements appropriés et équitables. En l'absence de solution mutuellement satisfaisante, l'un quelconque des Membres concernés pourra porter la question devant l'OSpT pour qu'il formule des recommandations conformément à l'article 8 [...]".

12. L'OSpT a observé à cet égard que la Chine avait soulevé cette question d'une manière générale, en faisant référence à "certains plafonds spécifiques" et "certains plafonds de groupe" et que l'OSpT ne pouvait pas examiner de manière plus approfondie l'exemple fourni par la Chine du fait de l'absence de plus amples renseignements pertinents. L'OSpT n'avait pas reçu les renseignements spécifiques suffisants de la Chine, ni d'indication sur les consultations éventuelles entre les Membres concernés auxquelles faisait référence l'article 4:4, qui lui auraient permis d'examiner, en cas d'absence de solution mutuellement satisfaisante découlant des consultations concernant les cas spécifiques, si l'équilibre, entre les Membres concernés, des droits et obligations relevant du présent accord avait été ou non rompu et, dans l'affirmative, si les ajustements mis en œuvre étaient appropriés et équitables; et la Chine n'avait non plus porté aucune question spécifique devant l'OSpT pour qu'il formule des recommandations conformément à l'article 8.

13. L'OSpT a également examiné les observations faites au sujet du plafond maintenu par les États-Unis pour l'utilisation combinée des possibilités de report et d'utilisation anticipée. Il a noté que, concernant la mise en œuvre de l'article 2:16, la Chine avait indiqué que "[l]es États-Unis maintiennent encore des plafonds spécifiques à l'utilisation combinée des possibilités de report et d'utilisation anticipée. Pour la Chine, l'objectif initial de l'article en question est d'interdire l'imposition de limites quantitatives à l'utilisation combinée des trois possibilités de transfert, de report et d'utilisation anticipée, de même qu'à l'utilisation combinée de deux quelconques de ces

¹² Voir le document G/TMB/N/63/Add.12/Suppl.2.

possibilités".¹³ L'OSpT a rappelé qu'il avait décidé de demander de nouvelles précisions à la Chine, notamment en ce qui concernait les éléments sur lesquels s'appuyait la vue de la Chine concernant "l'intention initiale" de cette disposition particulière de l'ATV. Il a été noté que la Chine n'avait encore fourni aucune réponse à cette demande. Il a également été noté que les États-Unis avaient relevé que "[c]onformément à l'article 2:16, toutes les dispositions relatives à la flexibilité qui étaient en vigueur en vertu de l'accord bilatéral sur les textiles demeureront en vigueur en vertu de l'ATV, et la restriction applicable aux plafonds spécifiques concernant l'utilisation combinée du report et de l'utilisation anticipée, comme indiqué dans notre notification, sera maintenue; toutefois, il n'y a pas de plafond quantitatif concernant l'utilisation combinée du transfert, du report et de l'utilisation anticipée".¹⁴ L'OSpT a rappelé que l'article 2:16 dispose qu'"[a]ucune limite quantitative ne sera imposée ni maintenue à l'utilisation combinée des possibilités de transfert, de report et d'utilisation anticipée". D'après l'OSpT, la simple lecture de cette phrase indiquait qu'aucune limite quantitative ne sera imposée ni maintenue à l'utilisation combinée des possibilités de transfert, de report et d'utilisation anticipée, en même temps. Toutefois, on ne voyait pas clairement si la formulation de l'article 2:16 autorisait l'utilisation d'un plafond pour l'utilisation combinée des possibilités de report et d'utilisation anticipée. Il a été observé qu'on pouvait trouver des arguments en faveur de l'une et l'autre manières de lire cet article. Concernant l'intention initiale de l'article 2:16 à laquelle la Chine faisait référence, l'OSpT ne disposait d'aucune indication fiable concernant l'historique de la rédaction de cette disposition de l'ATV. De ce fait, l'OSpT n'était pas en mesure d'émettre un avis sur cet argument. L'OSpT a estimé qu'il pourrait revenir sur ce sujet à la lumière des éventuels éléments et arguments additionnels que les Membres concernés pourraient fournir.

14. Concernant la mise en œuvre des dispositions de l'ATV relatives aux coefficients de croissance majorés, l'OSpT a noté que dans leur plus récente notification reproduite dans le document G/TMB/N/63/Add.12/Suppl.3, les États-Unis avaient réaffirmé qu'ils avaient appliqué la majoration appropriée aux coefficients de croissance annuels des contingents ouverts à la Chine, conformément aux prescriptions de l'ATV et du rapport du Groupe de travail d'accession de la Chine. L'OSpT a rappelé à cet égard qu'il avait déjà traité, dans une discussion approfondie et ciblée, de la manière dont devaient être mises en œuvre les dispositions relatives aux coefficients de croissance majorés figurant à l'article 2:13 et 2:14.¹⁵ Sur la base de cette discussion, l'OSpT était arrivé à une conclusion concernant les prescriptions minimales que les Membres concernés devaient mettre en œuvre.¹⁶ À la lumière de cette conclusion, l'OSpT avait déjà invité les États-Unis à revoir leur position et à mettre en œuvre les ajustements à apporter à la méthode applicable concernée.¹⁷ Toutefois, il a été noté que les États-Unis ne pouvaient pas avoir connaissance de la discussion et des conclusions de l'OSpT à ce moment-là, étant donné que le rapport pertinent n'avait été adopté qu'au début de la présente réunion.¹⁸

15. L'OSpT a repris l'examen d'une notification présentée par la Turquie au titre de l'article 2:1 à la suite de l'accession de la Chine à l'OMC, également sur la base d'une notification additionnelle présentée par la Chine (G/TMB/N/447/Add.2) qui avait été notifiée à la suite de l'examen, par

¹³ Voir le document G/TMB/N/445/Add.1.

¹⁴ Voir le document G/TMB/N/63/Add.12/Suppl.1.

¹⁵ Voir le document G/TMB/R/90, paragraphes 5 à 34.

¹⁶ Voir le document G/TMB/R/90, paragraphe 32.

¹⁷ Voir le document G/TMB/R/90, paragraphe 33.

¹⁸ Voir le paragraphe 4.

l'Organe, de la notification additionnelle présentée par la Turquie.¹⁹ L'OSpT a examiné en particulier les coefficients de croissance appliqués aux restrictions quantitatives, notifiés par la Turquie au titre de l'article 2:1. L'OSpT a observé que dans sa plus récente notification, la Turquie avait indiqué, entre autres choses, qu'"[e]n ce qui concerne les coefficients de croissance indiqués dans la notification de la Turquie (annexe I), la Turquie peut préciser que ces coefficients sont les coefficients de croissance initiaux qui figuraient en annexe à l'accord bilatéral Turquie-Chine et qu'il ne s'agit ni des coefficients résultant de l'application des dispositions relatives à la majoration des coefficients de croissance, ni des coefficients de croissance pour 2001".²⁰ (non souligné dans le texte original) L'OSpT a également observé que les coefficients de croissance indiqués dans cette dernière annexe étaient ceux qui se rapportaient à 1994 et 1995 et qu'ils avaient été utilisés pour établir les niveaux de limitation respectifs pour l'année 1996. L'OSpT a de plus observé que la Chine avait déclaré à cet égard, qu'"[e]n ce qui concerne la notification additionnelle de la Turquie (G/TMB/N/422/Add.2), la Chine souhaiterait appeler l'attention de l'OSpT sur la notification qu'elle lui a adressée le 19 avril 2002 (G/TMB/N/447) et insister à nouveau sur le fait que, la Turquie n'ayant pas notifié les coefficients de croissance appropriés et ne les ayant pas utilisés comme base pour appliquer les coefficients de croissance majorés, les niveaux de contingent dont la Chine bénéficie pour 2002 sont inférieurs à ce qu'ils auraient dû être s'ils avaient été calculés sur la base des coefficients de croissance appliqués en 2001".²¹

16. Concernant les coefficients de croissance à notifier au titre de l'article 2:1, l'OSpT a rappelé que le paragraphe 241 du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine à l'OMC dispose comme suit: "Des membres du Groupe de travail ont formulé une proposition que le représentant de la Chine a acceptée tendant à ce que les restrictions quantitatives maintenues par des Membres de l'OMC à l'importation de textiles et de vêtements originaires de la Chine qui étaient en vigueur le jour précédant la date d'accession de la Chine soient notifiées à l'Organe de supervision des textiles ("OSpT") comme étant les niveaux de base aux fins de l'application des articles 2 et 3 de l'Accord de l'OMC sur les textiles et les vêtements ("ATV"). Ces Membres ont estimé que le membre de phrase "le jour précédant la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC", figurant à l'article 2:1 de l'ATV, devrait être considéré comme renvoyant au jour précédant la date d'accession de la Chine. La majoration des coefficients de croissance prévue à l'article 2:13 et 2:14 de l'ATV devrait être appliquée comme il convient à ces niveaux de base à partir de la date d'accession de la Chine. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements." L'OSpT a également rappelé que l'article 2:1 dispose que "[t]outes les restrictions quantitatives prévues dans des accords bilatéraux qui sont maintenues au titre de l'article 4 ou notifiées au titre des articles 7 et 8 de l'AMF, qui seront en vigueur le jour précédant l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, seront, dans un délai de 60 jours à compter de cette entrée en vigueur, notifiées en détail, y compris les niveaux de limitation, les coefficients de croissance et les dispositions relatives à la flexibilité, par les Membres qui les maintiennent à l'Organe de supervision des textiles visé à l'article 8". (non souligné dans le texte original)

17. De ce fait, il découlait de la lecture à la fois de l'article 2:1 et du paragraphe 241 du rapport du Groupe de travail, que les coefficients de croissance que la Turquie devait notifier aux fins de l'application de l'article 2 à la suite de l'accession de la Chine à l'OMC étaient ceux qui étaient en

¹⁹ Voir le document G/TMB/R/90, paragraphe 49.

²⁰ Voir le document G/TMB/N/422/Add.2.

²¹ Voir le document G/TMB/N/447/Add.2.

vigueur le jour précédant la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour la Chine, c'est-à-dire le 10 décembre 2001. L'OSpT a noté à cet égard que, comme l'avait observé la Chine et l'avait également confirmé la Turquie, ces coefficients de croissance n'avaient pas été fournis par la Turquie. En conséquence, l'OSpT a invité la Turquie à les notifier le plus rapidement possible et à les appliquer aux fins de l'application des dispositions de l'article 2.

Notifications au titre de l'article 2:17 de l'ATV

18. L'OSpT a repris l'examen, au titre de l'article 2:21, d'une notification présentée par les Communautés européennes concernant des dispositions administratives convenues entre les Communautés européennes et la Chine (G/TMB/N/444), également sur la base des réponses transmises par les Communautés européennes (G/TMB/N/444/Add.3) suite à une nouvelle demande de précisions.²² Après avoir examiné certains éléments contenus dans les dispositions administratives, l'OSpT a décidé de reprendre l'examen à une réunion ultérieure.

19. L'OSpT a repris l'examen, au titre de l'article 2:21, d'une notification présentée par les États-Unis concernant des dispositions administratives convenues entre les États-Unis et la Chine, également sur la base des renseignements fournis par les États-Unis en réponse aux précisions demandées par l'OSpT (G/TMB/N/450/Add.1).²³ N'oubliant pas le fait que des précisions concernant certaines questions particulières avaient également été demandées à la Chine, lesquelles n'avaient pas encore été fournies, l'OSpT a décidé de reprendre l'examen à une réunion ultérieure.

Notification au titre de l'article 3:2 de l'ATV

20. L'OSpT a examiné une notification présentée au titre de l'article 3:2 b) par le Japon concernant le programme d'élimination progressive des restrictions quantitatives que le Japon avait maintenues à l'importation de fils de soie et de tissus de soie originaires de la Chine (G/TMB/N/425/Add.1 et Add.2).²⁴ D'après la notification, les niveaux des restrictions quantitatives maintenues à l'importation de fils de soie et de tissus de soie originaires de Chine seront augmentés pour chacun des exercices 2002, 2003 et 2004 du Japon, de 3,8 pour cent pour les fils de soie et de 4,8 pour cent pour les tissus de soie. De plus, les mesures seront levées au plus tard le 1^{er} janvier 2005. L'OSpT a pris note de cette notification.

²² Voir le document G/TMB/R/90, paragraphe 52.

²³ Voir le document G/TMB/R/89, paragraphe 15.

²⁴ Voir le document G/TMB/R/86, paragraphe 9 et le document G/TMB/R/87, paragraphe 18.